

Dans le cadre de la mise en application de la *Loi modernisant le régime juridique applicable aux permis d'alcool et modifiant diverses dispositions législatives en matière de boissons alcooliques*, la Régie des alcools, des courses et des jeux a reçu le mandat de mettre en place un comité consultatif composé de représentants ministériels et de l'industrie, de même que d'intervenants des milieux directement interpellés par la protection des personnes mineures et la santé publique, afin de revoir l'ensemble du *Règlement sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques*.

Reconnaissant que la confidentialité est un élément essentiel et déterminant aux fins de la réalisation des travaux du comité, les membres acceptent de signer un engagement à la confidentialité.

.....

ENGAGEMENT À LA CONFIDENTIALITÉ

Je, soussigné(e), m'engage à ne pas communiquer, divulguer ou révéler de quelque façon que ce soit, à quiconque n'ayant pas signé un engagement à la confidentialité, la teneur des discussions et des échanges ayant eu lieu lors des rencontres du comité. Je m'engage également à préserver la confidentialité de tout renseignement obtenu, de tout document produit et de toute recommandation faite dans le cadre des travaux du comité.

Le présent engagement ne vise cependant pas les travaux des chercheurs qui œuvrent notamment, mais non limitativement, dans le domaine de la santé publique. Ainsi, toute information issue de travaux de recherche transmise aux membres du comité est libre d'accès.

Cet engagement ne vise pas non plus les échanges ou le partage d'informations avec les personnes qui m'ont donné le mandat de les représenter. Toute transmission d'informations, peu importe sa forme, doit toutefois être accompagnée d'une mention à l'effet qu'il s'agit de renseignements ou de documents à circulation restreinte dont la confidentialité doit être préservée.

Le présent engagement est valide pour toute la durée des travaux du comité jusqu'à ce qu'une décision soit prise par le gouvernement quant à la suite à donner aux recommandations formulées par le comité et fasse l'objet d'un décret.

Et je signe :

À _____, ce _____ jour du mois _____ de l'an _____.

Signature

Nom
Titre
Organisme